













Marché 2025-04 : Acquisition d'un véhicule industriel électrique de type tracteur routier (TRR)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

C.C.P. N°2025-04

Appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du
code de la commande publique

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Acquisition d'un véhicule industriel électrique de type tracteur routier (TRR)</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP FCIP de Lille 111 Avenue de Dunkerque 59000 - Lille</p>
	<p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Lycée Alfred Mongy 59700, 129 rue de la briquèterie, 59700 MARCQ EN BAROEUL</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Le délai de livraison des fournitures est de _____ jours (proposé par le candidat)</p> <p>Le délai maximal de livraison : avant septembre 2025.</p>
	<p>Le marché est à prix forfaitaire.</p>
	<p>Le marché est à prix ferme.</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	4
ARTICLE 3. DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5. ASSURANCES	5
ARTICLE 6. INTERVENANTS	5
6.1. SOUS-TRAITANCE	5
6.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	6
PARTIE 2. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES	7
ARTICLE 7. DESCRIPTIFS DU VÉHICULE	7
ARTICLE 8. CONDITIONS D'EXÉCUTION INCLUSES DANS LE PRIX D'ACQUISITION	8
ARTICLE 9. DÉLAI DE GARANTIE	8
PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION	9
ARTICLE 10. CONDITION DE MISE À DISPOSITION DU VÉHICULE	9
10.1. DÉLAI DE LIVRAISON	9
10.2. LIEU DE LIVRAISON	9
ARTICLE 11. OPÉRATION DE VÉRIFICATION	10
ARTICLE 12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	10
PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	11
ARTICLE 13. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC	11
13.1. MODALITÉS DE FIXATION ET CONTENU DU PRIX	11
13.2. VARIATION DU PRIX	11
ARTICLE 14. AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 15. MODALITÉS DE PAIEMENT	11
15.1. DÉLAI DE PAIEMENT	11
15.2. FACTURATION	12
PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	14
ARTICLE 16. PÉNALITÉS	14
ARTICLE 17. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	14
ARTICLE 18. CAS DE RÉSILIATION	14
ARTICLE 19. LITIGES ET DIFFÉRENDS	15
19.1. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	15
19.2. JURIDICTION COMPÉTENTE	15
ARTICLE 20. DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	15
ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	16

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE LILLE	
Adresse : 111 avenue de Dunkerque CS 10023	Code postal : 59009 Lille Cedex
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : http://monavenirpro-hdf.fr/	

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché a pour objet la l'acquisition d'un véhicule industriel électrique de type tracteur routier (TRR) pour le lycée Alfred Mongy.

Le véhicule sera utilisé à des fins pédagogiques dans le cadre de formation dédiée à la maintenance des véhicules (diagnostic des systèmes) comme matériel et non pas comme véhicule pour le déplacement sur la voie publique.

Les caractéristiques décrites vont permettre de définir un besoin précis en fonction des formations dispensées dans l'Unité de Formation d'Apprentis.

L'établissement a l'obligation de respecter des référentiels de certifications pour lesquelles les apprenants doivent être formés, ces derniers doivent donc travailler sur des systèmes techniques précis. Pour ce faire, il est indispensable de disposer de toutes les informations techniques et du matériel de diagnostic du constructeur du véhicule en question.

ARTICLE 3. DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai de livraison maximal correspond au délai sur lequel s'est engagé le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Ce délai d'exécution commence à courir à compter de la notification du marché.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI1)
- L'annexe financière à l'acte d'engagement
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS)
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 2. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 7. DESCRIPTIFS DU VEHICULE

Le véhicule proposé est un véhicule neuf et de dernière génération (dernier modèle) n'ayant pas servi de support pédagogique chez le constructeur ou de véhicule de démonstration. Le véhicule d'occasion ou dit « 0 km » n'est pas accepté.

Le véhicule sera livré avec les batteries chargées à pleine puissance.

Le véhicule présentera en outre les caractéristiques suivantes :

SILHOUETTE : Tracteur routier

KILOMETRAGE : entre 0 Km et 20 Km

MISE EN CIRCULATION : à partir du 01/06/2024

MOTORISATION :

Énergie : Électrique

Pack Batteries : 450 kWh d'énergie totale minimum, 600V

Machine électrique : 3 moteurs électriques

Puissance totale : 490kW

Refroidissement liquide

ALIMENTATION ELECTRIQUE

Prise de recharge compatible avec type 2 et CCS Combo 2.

Le véhicule doit permettre une recharge en mode 2, 3 ou 4 :

- jusqu'à 43kW en courant alternatif

- jusqu'à 250kW en courant continu

Un câble de charge de Longueur 8 m avec Connecteur de type CCS2 (combo 2) pour câble de recharge 250kW Maximum doit être fourni avec le véhicule.

TRANSMISSION

Boîte de vitesses robotisée 12 rapports avant et 3 rapports arrière.

Sélecteur de vitesse au volant

CAISSE :

Pas de couleur spécifique

Nombre de portes : 2 portes

DIRECTION

Boitier de direction électrique

Circulation à droite

ESSIEU AVANT

Capacité charge avant maximum : 8 tonnes

PONT ARRIERE

Blocage différentiel intégré

Capacité charge arrière maximum : 13 tonnes

SUSPENSSION AVANT

Suspension pneumatique avant

SUSPENSION ARRIERE

Suspension arrière pneumatique 4 coussins pour 4X2

CABINE

La cabine devra comprendre tous les équipements nécessaires à l'exploitation d'un véhicule routier dans des conditions normales d'exploitation avec la possibilité de faire fonctionner la climatisation ou le chauffage intégré à l'arrêt.

ETAT DU VEHICULE :

Le véhicule devra être en état de marche, sans aucun dysfonctionnement, ni présence de défauts au niveau de tous les calculateurs

La carrosserie ne devra pas présenter de dommage.

DOCUMENTATION TECHNIQUE :

Pour toute proposition, il sera nécessaire de fournir :

- l'accès à la documentation en ligne du constructeur.
- La méthode de réparation de l'intégralité des systèmes afin que le public visé par le projet puisse rechercher cette documentation et l'utiliser.
- la mise à disposition gracieuse de l'outil de diagnostic du constructeur afin de permettre la recherche des causes de pannes et de mises à jour liées aux composants électriques ainsi que les valeurs constructeur de l'intégralité des systèmes mesurables et contrôlables
- la fourniture d'une application qui donnent accès aux informations d'autonomie, de temps de charge, de SOC et la possibilité de régler à distance la puissance maximum de recharge

ARTICLE 8. CONDITIONS D'EXÉCUTION INCLUSES DANS LE PRIX D'ACQUISITION

Le prestataire s'engage à mettre à disposition un véhicule répondant à toutes les exigences administratives en vigueur.

- Certificat de situation sans annotations
- Carte grise
- Le véhicule ne devra pas avoir fait l'objet d'une procédure RSV ou VE.
- Le vendeur devra effectuer toutes les formalités nécessaires à l'acquisition du véhicule en conformité avec la réglementation française et le cas échéant avec la réglementation du pays d'origine du véhicule / du vendeur
- Le vendeur devra effectuer les démarches pour une immatriculation en France après avoir reçu pour cela mandat / procuration de l'acheteur
- Le véhicule devra disposer au minimum de 1/4 de charge.
- Le véhicule devra être livré avec un double de clef

Le titulaire est tenu d'assurer gratuitement la formation du personnel à l'utilisation du véhicule et des équipements.

ARTICLE 9. DÉLAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 24 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION

ARTICLE 10. CONDITION DE MISE A DISPOSITION DU VEHICULE

10.1. Délai de livraison

Le délai de livraison correspond au délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre et commence à courir à partir de la notification.

10.2. Lieu de livraison

Le véhicule devra être livré au Lycée Alfred Mongy dans le délai de livraison maximal indiqué par le candidat dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Lycée Alfred Mongy
129 rue de la briquèterie
59700 MARCQ EN BAROEUL

En prévision de la livraison, le titulaire devra convenir au préalable de la date et de l'horaire de la livraison avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

La livraison doit être effectuée par le titulaire impérativement aux heures d'ouverture et au lieu indiqué sur le bon de commande.

En cas d'erreur de lieu de livraison, le véhicule sera réacheminé par le fournisseur, à ses frais par les moyens de son choix à la bonne adresse.

Lors de la livraison, le titulaire organise une présentation et un essai du véhicule aux utilisateurs du pouvoir adjudicateur et leur remet la notice d'utilisation transcrite en langue française.

Le véhicule livré devra être conforme aux engagements du titulaire et aux besoins exprimés par le GIP FCIP de Lille.

Pour effectuer la livraison, le titulaire du marché doit contacter :

Monsieur Anthony Bécourt
✉ becourtanthony@gmail.com
☎ 06.68.71.29.80

Le titulaire mettra à disposition de l'acheteur un bon de livraison, conformément à la commande, qui indique :

- l'identification du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la référence au marché et à la commande,
- la quantité livrée,
- le destinataire des produits.

Ce bon de livraison devra être impérativement signé par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité et comporter le cachet du service qui a passé commande.

Les risques afférents au transport et à la livraison des fournitures sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

ARTICLE 11. OPERATION DE VERIFICATION

Le représentant désigné du GIP FCIP de Lille vérifie la conformité du véhicule livré conformément aux spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées au moment et sur le lieu de livraison, en présence du titulaire.

Si le résultat des vérifications qualitatives et quantitatives est satisfaisant, l'admission est prononcée à la réception par le représentant du GIP FCIP de Lille.

L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le pouvoir adjudicateur et par le représentant désigné sur le procès-verbal d'admission des prestations (EXE3).

Si le véhicule livré ne correspond pas aux spécifications du marché, le pouvoir adjudicateur ou le représentant désigné se réserve le droit de le rejeter et d'exiger du titulaire qu'il mette à disposition un autre véhicule conforme aux spécifications du marché.

Par ailleurs, toute non-conformité observée dans la prestation par le pouvoir adjudicateur réceptionnaire donnera lieu à l'émission d'une fiche de non-conformité envoyée au titulaire.

Celui-ci est tenu de répondre sous 5 jours ouvrables en indiquant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus, sous peine d'application des pénalités.

Si le résultat des vérifications qualitatives et quantitatives est satisfaisant, l'admission est prononcée à la réception par le pouvoir adjudicateur et son représentant réceptionnaire.

L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le pouvoir adjudicateur et par le représentant désigné sur le procès-verbal d'admission des prestations (EXE3).

ARTICLE 12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 13. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC

13.1. Modalités de fixation et contenu du prix

Le marché est conclu au prix forfaitaire figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les prestations demandées au présent marché.

Le prix de l'acquisition comprend les prestations associées et fournitures suivantes :

- la mise à disposition du véhicule ;
- les frais de gestion et de mise en main du véhicule sur le lieu de livraison ;
- le forfait livraison ;
- la contribution économique territoriale (CET) ;
- le montant des droits et taxes relatif au certificat d'immatriculation ;
- le cas échéant, les frais d'immatriculation État ;
- les accessoires obligatoires (gilet, triangle...) ;
- le cas échéant, des frais de gestion du bonus écologique¹.

Le prix comprend également le coût des opérations d'aménagement nécessaires avant la mise à disposition du véhicule, les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

13.2. Variation du prix

Le présent marché est conclu à prix ferme et non actualisable.

ARTICLE 14. AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

L'option A du CCAG FCS est retenue.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du marché :

- 10% pour les titulaires autre que les PME
- 20% pour les PME

1 Le bonus écologique est appliqué dans les conditions prévues par le décret 2014-1672 du 30 décembre 2014 aux articles D 251-1 et suivants du code de l'énergie et l'arrêté du 30 décembre 2014 instituant une aide à l'acquisition et à la location des véhicules peu polluants.

Le prestataire prend en charge les démarches nécessaires au versement du bonus à l'acheteur selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur à la date de référence.

Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 15. MODALITÉS DE PAIEMENT

15.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

15.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : GIP FCIP de Lille

SIRET : 18592161600057

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6° La date de livraison des fournitures ;
7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION

ARTICLE 16. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les dispositions relatives aux pénalités sont les suivantes.

En cas de dépassement de la date de livraison telle que prévue à l'acte d'engagement, une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard est appliquée, sans mise en demeure préalable du titulaire.

La même pénalité sera appliquée par jour calendaire de retard en cas de non-fourniture de la documentation technique en langue française au moment de la livraison du véhicule (article 7 du CCP).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant des pénalités sera déduit par la personne publique par précompte sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 17. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 18. CAS DE RÉSILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2142-1 et suivants du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée au motif que le titulaire a déclaré ne pas pouvoir exécuter ses engagements, celui-ci encourt une pénalité égale à 5 % du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Le décompte de résiliation comprend le montant de cette pénalité au débit du titulaire dans les conditions prévues au CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaît par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne responsable du marché des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le syndicat mixte se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 19. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

19.1. Règlement amiable des litiges

En cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

19.2. Juridiction compétente

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014, Lille Cedex
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr
Fax : (+33) 3 59 54 24 45
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable

ARTICLE 20. DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 18 du présent CCP déroge aux articles 14, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.2 du CCAG-FCS.

Signature du pouvoir adjudicateur :	Signature du titulaire :
Fait à _____, le _____	Fait à _____, le _____

ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

ARTICLE 2. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 3. OBLIGATIONS DES PARTIES

1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

5. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

6. Documentation et conformité

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

7. Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

ARTICLE 5. NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

ARTICLE 8 . DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	
Catégories de données à caractère personnel traitées :	
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :	
Durée du traitement :	
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	

ARTICLE 9 . MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES VISANT À GARANTIR LA SÉCURITÉ DES DONNÉES

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	
Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	
Mesures visant à garantir la qualité des données :	
Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	

Mesures visant à garantir la responsabilité :	
Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

ARTICLE 10 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTÉRIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	